



MARCHE DE TRAVAUX - PROCEDURE ADAPTEE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(CCP)

OBJET : Réfections d'aménagements extérieurs des locaux du SIED 70

Pouvoir adjudicateur
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE

20 avenue des Rives du Lac 70000 Vaivre-Et-Montoille

Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01

E-mail : direction@sied70.fr

Assistance



Société d'Intérêt Collectif Agricole d'Habitat de l'Aménagement Rural – Filiale du CDHRU / CAL

Siège social : 2 place du Moulin des Prés – BP 317 – 70006 VESOUL Cedex

Tél : 03.84.76.82.45 – Fax : 03.84.76.59.06 – e-mail : sicahr@wanadoo.fr

Siret 410 044 788 00025 – APE 742 C – Membre du réseau national Habitat & Développement.

**Date limite pour la remise des offres
le mercredi 10 octobre 2007 à 12 heures**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article 1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation d'une réfection des aménagements extérieurs de l'immeuble siège du SIED 70.

Article 2 – Nature des travaux

Les travaux sont décrits sur le devis descriptif quantitatif annexé au présent CCP. Les travaux comprennent 2 lots :

- lot n°1 : réfection de l'entrée principale : escalier et palier.
- lot n°2 : réfection de muret et dallage extérieurs.

Les candidats peuvent répondre sur 1 ou 2 lots.

Article 3 - Forme de la consultation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée (application des articles 26 II et 28 du Code des marchés publics).

Article 4 - Conditions de participation

Les réponses devront être présentées soit par un prestataire unique avec éventuellement un sous-traitant, soit par un groupement solidaire ou conjoint.

Article 5 - Organisation générale de la consultation

5.1 - Dossier à fournir par les candidats avec leur offre

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- 1° Des renseignements permettant d'évaluer ses capacités et celles de son sous-traitant ou co-traitant - professionnelles, techniques et financières et des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager. Au titre de ces capacités professionnelles, pourront figurer des renseignements sur le savoir-faire des candidats en matière de protection de l'environnement;
- 2° Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- 3° Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :
 - a) qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
 - b) qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
 - c) qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail.
 - d) qu'il n'entre dans aucune des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non

soumises au code des marchés publics et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

4° Un projet de marché comprenant :

- Le **cahier des clauses particulières** (C.C. P.) à accepter sans aucune modification, à dater et à signer.
- Le **devis descriptif quantitatif** ci-joint à compléter des prix et des 3 plus ou moins value relatives à la qualité du carrelage proposé pour la réfection de l'escalier et palier d'entrée de l'immeuble.

5° Une **documentation technique – permettant notamment de comparer les options – sur l'ensemble des carrelages et peintures qu'il envisage d'installer.**

6° Le **délai d'exécution maximum proposé par l'entrepreneur pour la réalisation des travaux à indiquer ci-dessous :**

Délai maximum (à compléter en chiffres et en lettres par l'entrepreneur) : _____ jours, soit en lettres _____ jours.

5.2 - Documents à fournir par le candidat retenu

A la demande de l'acheteur, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché devra produire les documents indiqués ci-dessous :

- a) les pièces mentionnées à l'article R. 324-4 du code du travail ;
- b) les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales pouvant donner lieu à délivrance du certificat.

Afin de satisfaire aux obligations fixées par le b) ci-dessus, le candidat établi dans un Etat autre que la France devra produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai d'une semaine les certificats et attestations définis ci-dessus au présent article.

5.3 - Date limite de remise des offres

La date et l'heure limites de réception des offres sont indiquées sur la page de garde du présent document. Il est précisé que le dossier de consultation des entreprises (DCE) composé du du présent CCP et du devis descriptif quantitatif sera délivré à chaque participant, à sa demande, sous forme informatique et au format papier pour les candidats qui en feront expressément la demande.

5.4 - Conditions d'envoi des offres

Les documents justificatifs à fournir, définis au présent règlement de consultation, pourront être transmis sous pli portant les mentions :

Offre pour :

Marché de réfection d'aménagements extérieurs

Ce pli devra être remis ou, envoyé par la poste, à l'adresse suivante :

SIED 70
Monsieur le Président
20, avenue des Rives du Lac
70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE


Ces mêmes offres pourront être adressées sous format informatique « pdf » dans un dossier compressé dont le titre sera celui prévu pour le pli ci-dessus. Ce courrier électronique sera à adresser à l'adresse suivante : direction@sied70.fr

Article 6 - Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions suivantes :

Chaque critère ci-dessous se verra affecté d'une note de 0 à 5, toute note nulle étant éliminatoire. La pondération de chaque critère se fera de la manière suivante :

Critères		Pondération
1	Prix	50%
2	Qualité des produits proposés	20%
3	Délai d'exécution proposé par l'entrepreneur	20%
4	Compétence et références de l'entrepreneur	10%

<p>Fait à Vaivre-Et-Montoille</p> <p>le 13 septembre 2007</p> <p>Le Président,</p>  <p>René BRET</p>	<p>A (1)</p> <p>le (1)</p> <p>Le candidat (2) :</p>
---	---

(1) lieu et date de signature

(2) signature à précéder de la mention "lu et approuvé"